

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**ORANGE BANK**

Société anonyme au capital de 898 775 712 €  
Siège social : 67, rue Robespierre, 93100 Montreuil  
572 043 800 R.C.S. Bobigny

**Documents comptables annuels sociaux au 31 décembre 2023**  
**approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2024**

**I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

(En milliers d'euros)	Note	2023	2022	Variation
Caisse, banques centrales		712 551	87 382	625 169
Effets publics et valeurs assimilées	4	136 052	430 377	-294 325
Créances sur les établissements de crédit	2	100 408	126 767	-26 359
Opérations avec la clientèle	3	1 888 422	1 968 339	-79 917
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	634 068	727 347	-93 279
Actions et autres titres à revenu variable	4	5	5	0
Participations et autres titres détenus à long terme	5	3 320	2 859	461
Parts dans les entreprises liées	5	20 000	44 555	-24 555
Immobilisations incorporelles	6	23 771	65 757	-41 986
Immobilisations corporelles	6	5 893	8 362	-2 469
Autres actifs	8	63 877	169 590	-105 713
Comptes de régularisation	8	68 502	55 261	13 241
<b>Total actif</b>		<b>3 656 870</b>	<b>3 686 605</b>	<b>-29 735</b>

(En milliers d'euros)	Note	2023	2022	Variation
Banques centrales		-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	10	171 789	824 671	-652 882
Opérations avec la clientèle	11	2 592 983	1 725 818	867 165
Dettes représentées par un titre	12	219 135	324 886	-105 751
Autres passifs	13	115 346	178 299	-62 952
Comptes de régularisation	13	55 573	90 297	-34 724
Provisions pour risques et charges	14	147 907	25 735	122 172
Dettes subordonnées	15	27 633	27 633	-0
Capitaux propres	16	687 267	637 203	50 063
Dont capital souscrit		998 776	800 776	198 000
Dont primes d'émission		104 808	104 808	-0
Dont réserves		12 083	12 083	-0
Dont report à nouveau		-428 400	-280 463	-147 937
Résultat de l'exercice		-360 763	-147 937	-212 826
<b>Total passif</b>		<b>3 656 870</b>	<b>3 686 605</b>	<b>-29 735</b>

(En milliers d'euros)	2023	2022	Variation
Engagements donnés			
Engagements de financement	16 764	52 351	-35 587
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	-	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	16 764	52 351	-35 587
Engagements de garantie	4 685	5 264	-579
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	2 760	3 274	-514
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 925	1 990	-65
Engagements sur titres	-	-	-
Engagements sur titres à recevoir	-	-	-
Autres engagements	126 346	725 705	33 434
Valeur en garanties	126 346	725 705	-599 359
<b>Total : engagements donnés</b>	<b>147 794</b>	<b>783 320</b>	<b>-302 433</b>

Engagements reçus			
Engagements de financement	850 000	-	850 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	450 000	-	450 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	400 000	-	400 000
Engagements de garantie	899 733	1 008 651	-108 918
Cautions, avals et autres garanties reçues d'établissements de crédit	834 965	932 733	-97 768
Garanties reçues de la clientèle	64 769	75 918	-11 149
Engagements sur titres	-	-	-
Engagements sur titres à livrer	-	-	-
Total : engagements reçus	1 749 733	1 008 651	741 082
Autres engagements			
Engagements douteux	7	7	-0
Total : des autres engagements	7	7	-0

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros ; + = produit / - = charge)

(En milliers d'euros)	Note	2023	2022	Variations
Intérêts et produits assimilés	19	176 103	90 540	85 564
Intérêts et charges assimilées	20	-67 343	-10 449	-56 894
Revenus des titres à revenu variable	21	-	-	-
Commissions (produits)	22	95 163	82 976	12 187
Commissions (charges)	22	-67 377	-63 445	-3 932
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	24	19	1 558	-1 539
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	25	-29 128	-15 454	-13 674
Autres produits d'exploitation bancaire	26	3 015	2 171	844
Autres charges d'exploitation bancaire	26	-9 563	-5 609	-3 954
Produit net bancaire		100 889	82 288	18 601
Charges générales d'exploitation	27	-178 367	-155 254	-23 113
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	28	-73 952	-41 194	-32 758
Résultat brut d'exploitation		-151 430	-114 160	-37 270
Coût du risque	29	-60 506	-34 242	-26 264
Résultat d'exploitation		-211 936	-148 402	-63 534
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	30	-24 555	-	-24 555
Résultat courant avant impôt		-236 492	-148 402	-88 090
Résultat exceptionnel	31	-124 388	-292	-124 096
Impôt sur les bénéfices	32	116	757	-641
Résultat net		-360 763	-147 937	-212 826

## III. – Annexes

### Faits marquants de l'exercice 2023

Le Groupe Orange détient le capital d'Orange Bank via la Compagnie Financière d'Orange Bank (CFOB). Cette dernière détient 100 % du capital d'Orange Bank moins une action.

### Evolutions du capital de la société

Le 20 juin 2023, Orange Bank a procédé à une augmentation de capital de 98 millions d'euros intégralement souscrite par la Compagnie Financière d'Orange Bank, conformément aux décisions de l'Assemblée générale du 30 mai 2023.

Le 22 décembre 2023, Orange Bank a procédé à une nouvelle augmentation de capital de 100 millions d'euros, également intégralement souscrite par la Compagnie Financière d'Orange Bank, conformément aux décisions de l'Assemblée générale tenue le 21 décembre 2023.

A l'issue de ces deux opérations, le capital de l'établissement s'établit à 998 775 712 euros.

### ***Projet de cessation d'activité de la société***

Il est rappelé que l'actionnaire de contrôle ultime de la Société, Orange SA, avait initié en novembre 2022 un projet de cession de contrôle d'Orange Bank. Des partenaires avaient été recherchés jusqu'au printemps 2023 sans succès.

Le Conseil d'administration d'Orange Bank, lors de sa séance du 28 juin 2023, avait pris acte de l'intention de l'actionnaire de contrôle ultime de la Société, Orange SA, de se retirer progressivement du marché de la banque de détail en France et en Espagne, avec pour priorité l'accompagnement des salariés et clients de la Société.

En conséquence de cela, la Direction générale d'Orange Bank a initié le 13 septembre 2023 une procédure d'information-consultation de sa représentation du personnel avec un terme le 19 janvier 2024, sur un projet de cessation d'activités et ses conséquences sur l'organisation et sur l'emploi.

En parallèle, puisqu'était envisagée la fermeture de l'entreprise avec pour conséquence un projet de licenciements collectifs donnant lieu à la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde pour l'emploi ("PSE") en application de la loi du 29 mars 2014 dite « Florange », Orange Bank a procédé à la recherche d'un repreneur potentiel et la Direction générale a entamé ces recherches avec le support de son conseil Alixio/Revitalia.

La Direction générale indique que, le 13 décembre 2023, Ripplewood/Iris Financial a formulé une offre de reprise à Orange Bank qui a été présentée au Comité social et économique et au conseil d'administration lors de sa séance du 21 décembre 2023.

Après avoir réalisé une étude approfondie de l'offre, compte tenu des éléments présentés par Alixio/Revitalia et la Direction générale, en raison de :

- L'absence de consentement des actionnaires et de solidité du Business Plan ;
- Des inconnus et de l'opacité qui demeurent sur l'actionnariat ; et
- La demande de financement complémentaire créant des doutes sur les aptitudes financières futures de Ripplewood/Iris Capital ;

Le Conseil d'administration a décidé en janvier 2024 de ne pas donner suite à cette offre de reprise de Ripplewood/Iris Financial en ce qu'elle ne présentait pas les garanties nécessaires et suffisantes pour la pérennité de l'activité d'Orange Bank et le maintien de l'emploi des collaborateurs Orange Bank, et de refuser en conséquence la cession de l'entreprise.

Après avoir mené une procédure d'information-consultation de ses instances représentatives du personnel sur un projet de cessation d'activités et ses conséquences sur l'organisation et sur l'emploi, validée dans les délais requis, le 7 février 2024, par l'Administration du travail, le Conseil d'administration de Orange Bank du 15 février 2024, a acté l'autorisation d'exécuter le plan de retrait progressif (voir Evénements postérieurs à la clôture). Le processus de gestion extinctive des activités d'Orange Bank se poursuit.

### ***Lancement d'un plan de sauvegarde de l'emploi***

L'information-consultation des instances représentatives du personnel entamée en septembre 2023 s'est achevée le 19 janvier 2024 et au 31 décembre 2023, les négociations menées par Orange Bank de son Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) se poursuivaient avec les Organisations Syndicales représentatives. Un accord collectif a été signé de façon unanime le 17 janvier 2024 et l'administration du travail a validé le PSE le 7 février 2024.

Le coût estimé du PSE à la date de clôture (soit 122 millions d'euros correspondant à la dernière proposition émise par la Direction générale) a été provisionné dans les comptes 2023 de la Banque.

### ***Constatation d'une perte de valeur sur le projet OneBank***

Initié en 2021, le projet « One Bank » consistait à créer une plateforme technique commune entre la France et l'Espagne. Celle-ci devait permettre à terme de rationaliser les offres produits et l'organisation de la banque. En juillet 2023, après de nombreuses études, investissements et développements, le nouveau contexte a conduit la direction d'Orange Bank à décider une pause sélective de ce projet. A fin décembre 2023, le projet ayant été très largement stoppé depuis plus de six mois et alors qu'aucun démarrage n'est plus envisagé, il a été décidé de constater une perte de valeur de près de 42 millions d'euros sur les immobilisations constituées sur ce projet, montant correspondant à l'intégralité des immobilisations en cours sur le projet.

**Fort développement de la collecte de dépôts via la plateforme Raisin**

Au printemps 2022, afin de diversifier ses sources de financement, Orange Bank a initié un partenariat avec la plateforme allemande Raisin. Ce partenariat permet un accès au marché des particuliers allemands et hollandais. En 2023, la collecte a fortement progressé et l'encours de dépôts Raisin représente 1,2 milliards d'euros au 31 décembre 2023. Ce solde est constitué essentiellement de dépôts de maturité à 1 an.

**Activité courante**

En 2023, Orange Bank a poursuivi son activité au cours du premier semestre. Bien que les crédits immobiliers aient été stoppés depuis juin 2022, les autres activités de la Banque se sont poursuivies normalement. En particulier, Orange Bank a continué à octroyer des crédits à la consommation en France et en Espagne. Toutefois, sous l'effet de la concurrence sur la rémunération des comptes à vue, les dépôts traditionnels de la clientèle se sont érodés. Cette baisse a été très largement compensée par la forte croissance des dépôts à terme collectés via la plateforme Raisin.

**Mission d'inspection de l'ACPR**

Au premier semestre 2023, l'ACPR a réalisé une mission sur site chez Orange Bank. A date, la Banque demeure en attente de la lettre de suite. Pour autant, les constats partagés ne présentent pas d'enjeu pour les comptes d'Orange Bank.

**Contrôle URSSAF**

Le contrôle URSSAF s'est échelonné sur l'ensemble de l'année 2023. Le 22 décembre 2023, à l'issue des contrôles, l'URSSAF a notifié un redressement à Orange Bank de 174 milliers d'euros. Ce montant a fait l'objet d'une provision au 31 décembre 2023.

**Événements postérieurs à la clôture**

Le 2 janvier 2024, l'activité auprès de la plateforme Raisin a été transférée de la succursale espagnole vers le siège en France.

Le 17 janvier 2024, les partenaires sociaux de la Banque ont signé de façon unanime le Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) avec la direction d'Orange Bank. Le coût global de la version définitive du PSE s'établit à 136 millions d'euros.

Le 7 février 2024, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DRIETS) a validé le Plan de Sauvegarde de l'Emploi d'Orange Bank.

Le 15 février 2024, le conseil d'administration d'Orange Bank a validé le plan d'extinction de la Banque.

Le 22 février 2024, Orange Bank a procédé à une augmentation de capital de 248 millions d'euros intégralement souscrite par la Compagnie Financière d'Orange Bank, conformément aux décisions de l'Assemblée générale tenue le 21 février 2024.

Le 21 février 2024, Orange Bank souscrit à une augmentation de capital de 2 millions d'euros de sa filiale AnyTime.

Dans le cadre de la potentielle extinction de son activité, Orange Bank a conclu le 16 février 2024 avec BNP Paribas, un accord de négociations exclusives portant sur une solution permettant d'offrir aux clients d'Orange Bank en France une alternative à la résiliation de leur relation bancaire, en leur permettant d'être introduits auprès d'un établissement bancaire tiers, à des conditions négociées.

Indépendamment, des négociations se poursuivent en Espagne quant à la cession de l'activité bancaire (banque au quotidien). Le 26 mars 2024, la succursale en Espagne de Orange Bank a signé la cession de l'ensemble de ses portefeuilles de crédits (cession des portefeuilles « Dolphin » réalisée à fin mars 2024 et cession des prêts à la consommation prévue à fin mai 2024). Les conditions de cession négociées ne font pas ressortir de moins-value latente significative sur ces portefeuilles.

**Note n°1. – Principes**

Les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2023 sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014. Les comptes d'Orange Bank sont intégrés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés établis par la Compagnie Financière d'Orange Bank.

**Principes comptables et méthodes d'évaluation**

Les comptes de l'exercice 2023 sont établis en application des principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels, à savoir :

- la continuité de l'exploitation ;
- la permanence des méthodes comptables ;
- l'indépendance des exercices ;
- le respect du principe de prudence.

Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

**Changements de méthodes comptables**

Orange Bank n'a procédé à aucun changement de méthodes comptables ni de présentation pour l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La société a fait le choix de ne pas appliquer la publication en novembre 2021 par l'ANC de la mise à jour de sa recommandation n°2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

**Coûts liés aux développements informatiques**

Les coûts liés aux développements informatiques sont comptabilisés selon les règles suivantes :

- les coûts d'achats des logiciels ainsi que tous les coûts de paramétrage sont immobilisés au fil de la réalisation des prestations d'installation et de développement / paramétrage. Ils sont amortis à la date de mise en œuvre opérationnelle des ensembles homogènes ;
- les coûts d'étude préalable, de formation, de débours, de mise à niveau du corpus documentaire sont comptabilisés en charges.

Les logiciels dont les licences sont payables annuellement en fonction du nombre de connexions, de clients gérés, etc., sont comptabilisés en charges étalées sur la période de référence de facturation et d'utilisation (généralement annuelle).

Les coûts du personnel interne à l'établissement, qui contribuent aux développements informatiques, donnent lieu à activation dès lors qu'il s'agit de coûts dûment identifiés par un suivi des temps et valorisés selon des règles en accord avec les principes comptables généralement admis et les règles du groupe. A l'inverse, les coûts de personnel ne répondant pas à ces critères sont maintenus en charges de personnel.

**Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales (affacturage), crédits de trésorerie, crédits d'équipements, crédits à l'habitat, autres crédits et comptes ordinaires pour les créances sur la clientèle.

Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de prise en pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les créances et dettes répondant à des conditions spécifiques (même contrepartie, exigibilité et devise identiques, existence d'une lettre de fusion de comptes...) ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan.

Les commissions et les coûts marginaux de transaction perçus ou payés à l'octroi des crédits sont comptabilisés sur la durée de vie de ceux-ci prorata temporis.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Lorsqu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer une part ou la totalité de leurs dettes ou de leurs engagements, des dépréciations pour créances douteuses ou des provisions sont dotées en compte de résultat.

Conformément aux textes en vigueur, les engagements présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois sont automatiquement classés en encours douteux. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par Orange Bank de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux. C'est le cas s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, ou si indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses. Les découverts sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle. Dans le prolongement des travaux menés en 2020, la Banque applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 une nouvelle définition du défaut, d'origine réglementaire.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Un crédit est dit restructuré si la Banque octroie à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, une facilité qu'il n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances : allongement de la durée du crédit, rachat de crédit, effacement d'une partie de la dette, suspension d'échéances. La restructuration consiste notamment à réintégrer dans le capital les impayés constatés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Cette identification intervient au plus tard à la échéance du terme. Un encours douteux est présumé compromis au plus tard un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises, les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées. Le classement en encours douteux compromis entraîne par contagion le classement dans cette catégorie des autres encours relatifs à la contrepartie concernée.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, ou pour risques s'agissant des engagements hors bilan, à hauteur des pertes probables. Pour les crédits à la consommation et les découverts aux particuliers, le calcul est basé sur l'historique des pertes constatées sur les dossiers clôturés et en prenant en compte l'effet actualisation des flux recouvrables. Les crédits d'autres natures (crédits immobiliers, crédits aux entreprises et professionnels...) font l'objet de dépréciations déterminées sur base individuelle en tenant compte notamment de l'estimation de la valeur des garanties détenues.

Qu'elles soient déterminées selon des modèles statistiques ou sur base individuelle, les provisions sont estimées en référence aux flux recouvrables actualisés. La méthode utilisée consiste à répartir les flux recouvrables estimés sur les cinq dernières années des concours accordés, afin de déterminer les flux actualisables. Les mises en place pour chaque ligne de produits sont déduites des encaissements constatés ainsi que les pertes pour irrécouvrabilités réelles ou estimées. Le flux recouvrable ainsi déterminé est actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine. Le stock des flux recouvrables antérieurs aux cinq dernières années est réputé exigible immédiatement.

Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés en PNB. Les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les encours de créances restructurées, reclassés dans la catégorie des crédits sains, ne font plus l'objet de provisions, conformément à ce que prévoit la réglementation dès lors que les termes de la restructuration sont respectés.

Une dépréciation peut être constituée afin de couvrir le risque de recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration.

De telles modifications de valeurs sont enregistrées dans la rubrique « Coût du risque ».

Orange Bank dote une provision statistique sur les encours sains « dégradés ». Il s'agit des encours qui ont connu une dégradation significative du risque de crédit, illustrée par exemple par des impayés, des dépassements ou qui ont fait l'objet d'une restructuration, et qui ne sont pas déclassés en encours douteux. Cette provision concerne l'ensemble des portefeuilles à l'exception des crédits immobiliers cautionnés et des encours de la gestion privée qu'exerçait la Banque jusqu'à cette année. Les taux de provisions appliqués à ces encours correspondent, soit à une observation du taux de pertes, ou à défaut à un taux forfaitaire et sont mis à jour deux fois par an.

Le stock de provisions au passif s'élève à 20,1 millions d'euros au 31 décembre 2023.

### **Portefeuilles titres**

Les titres sont classifiés en fonction de :

- leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et titres de l'activité de portefeuille, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation spécifiques qui sont les suivantes :

- Titres de transaction

Ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente dans un délai inférieur à un an. Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

- Titres d'investissement

Il s'agit de titres à revenu fixe que la Banque a l'intention et les moyens de détenir de façon durable jusqu'à l'échéance. Conformément aux règles comptables, seuls les intérêts courus et échus sont comptabilisés en compte de résultat. Les dotations et reprises de provisions pour risque de contrepartie de titres d'investissement sont enregistrées sous la rubrique : « Coût du risque ».

- Titres de placement

Ce sont les titres qui sont acquis dans une intention ni de transaction, ni d'investissement.

Quand ceux-ci sont disponibles, ils sont valorisés sur la base de cours de bourse, ou de notations externes, sinon si ce n'est pas le cas, des modèles internes communément admis sont utilisés. La différence entre la valeur comptable – corrigée des amortissements des surcotes et décotes – et le prix de marché des titres, fait l'objet d'un provisionnement par titres de même nature, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

- Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. À la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille de titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

- Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement et d'investissement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique : « Produits d'intérêts » du compte de résultat.



— Titres de participation, de filiales et autres titres immobilisés

Il s'agit :

- d'une part, des titres représentant au moins 10 % du capital d'une entreprise et dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;
- d'autre part, des titres détenus sur une longue période dans la seule intention d'en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans intervention dans la gestion de la société émettrice.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

Les titres de participation sont évalués en fonction de leur valeur d'usage par référence à différents critères tels que l'actif net, le cours de bourse, la capitalisation de résultats. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres. Les sociétés contrôlées font l'objet d'une campagne annuelle de valorisation dans le trimestre précédant l'arrêté des comptes annuels. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées sous la rubrique : « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

En cas de capitaux propres négatifs, un complément de provision est comptabilisé en provision pour risques et charges.

— Parts dans les entreprises liées

Ce poste recouvre les actions et autres titres à revenu variable détenus dans des entreprises sur lesquelles Orange Bank dispose d'un contrôle exclusif, susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

En date d'arrêté comptable, les titres détenus sont évalués à leur valeur d'utilité qui est estimée par référence à différents critères tels que l'actif net, les perspectives de rentabilité, l'actualisation des cash flows futurs. Des dépréciations sont constituées en cas de perte durable de la valeur d'utilité de la société. Les dotations nettes de reprises ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés ».

L'évaluation de la valeur d'utilité de la société Anytime s'appuie sur les perspectives financières de la société. En 2023, le plan d'affaires a été revu afin de prendre en compte les résultats de l'année 2023 et les perspectives de croissance. Ces travaux ont conduit à :

- La revue des trajectoires sur le segment de la banque au quotidien ;
- La réorientation stratégique sur le segment de la gestion des dépenses (autrement appelée « flottes de cartes ») et du secteur médico-social qui permettra en partie de compenser des prévisions d'activité stable à moyen terme - après une décroissance en 2023 - sur le segment de la banque au quotidien ;
- Un effet levier sur les charges variables ;
- Une baisse significative du recours aux prestataires externes ;
- Une réduction des effectifs internes ; et
- Une baisse importante des frais de marketing.

Ces hypothèses ont conduit Orange Bank à retenir une valorisation de 20 millions d'euros au 31 décembre 2023, entraînant la constitution d'une provision pour dépréciation de 24,6 millions d'euros.

### Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée d'usage estimée des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive :

Agencements	(*)
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de bureau, véhicules	4 ans
Logiciels acquis ou développés	12 mois à 5 ans

---

(\*) Orange Bank est locataire des locaux occupés. Les travaux d'entretien courants et d'agencements sont comptabilisés en charges. Seuls les travaux majeurs donnent lieu à immobilisation et amortissement sur la durée restant à courir du bail. Le siège a fait l'objet d'une rénovation profonde sur les exercices 2018 et 2019. Les coûts sont amortis en fonction des livraisons et sur la durée restant à courir du bail (échéance : octobre 2028 pour l'immeuble Dumas à Montreuil).

---

### ***Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle***

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes ordinaires, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### ***Dettes représentées par un titre***

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser, attachés à ces titres, sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts sous la rubrique : « Obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

### ***Dettes subordonnées***

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers et avec l'autorisation préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### ***Composition du capital social***

Le capital social d'Orange Bank est de 998 775 712 euros, composé de 62 423 482 actions de 16 euros de valeur nominale qui se répartissent comme suit :

- CFOB : 62 423 481 actions
- Orange Participations : 1 action

### ***Provisions pour risques et charges***

Les provisions pour risques et charges sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise (litiges, ...).

Les provisions comprennent :

- les provisions concernant des engagements par signature et pour risques divers et litiges ;
- les provisions au titre du risque de crédit et les provisions relatives aux engagements de la Banque en matière de rentes viagères ;
- les provisions pour risque épargne-logement ;
- les provisions au titre des engagements sociaux vis-à-vis du personnel (indemnités de départ en retraite, médailles du travail, temps partiel senior) ;
- les provisions pour restructuration (dont provision pour PSE de 122 millions d'euros – cf. Faits marquants).

La Banque ne porte pas de risque sur les pays émergents.

Conformément à la réglementation, les comptes et plans d'épargne logement comportent différentes composantes qui génèrent des droits et des engagements pour leurs titulaires et symétriquement, pour les établissements de crédit. Pour les établissements de crédit, les engagements suivants :

- rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée ;
  - prêter au client à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat ;
- sont couverts par des provisions. L'impact sur le compte de résultat n'est pas significatif.

### **Litiges**

Orange Bank fait l'objet d'un contentieux historique où les demandeurs réclament au total environ 310 millions d'euros au titre du préjudice financier qu'ils prétendent avoir subi. Considérant ces réclamations non fondées et suivant les préconisations de ses conseils juridiques en les contestant fermement, Orange Bank n'a comptabilisé aucune provision.

La cour d'appel de Paris a rendu son arrêt le 24 janvier 2024. Aux termes de cet arrêt, la cour d'appel de Paris a fait droit à l'argumentation d'Orange Bank, notamment en déboutant les consorts A de l'intégralité de leurs demandes à l'encontre d'Orange Bank. Les consorts A ont formé un pourvoi en cassation, enregistré le 29 mars 2024, à l'encontre de l'arrêt de la cour d'appel de Paris.

### **Opérations en devises**

La Banque n'opère plus que sur trois devises étrangères, à savoir le dollar américain, le franc suisse et le peso argentin. Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues dans ces devises sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les positions de change au comptant et les opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat.

Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes sont parallèlement rapportés au compte de résultat sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

### **Opérations sur les instruments financiers à terme**

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014. Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes hors bilan pour la valeur nominale des contrats (cf. notes n°18 et 18 bis). Ce montant représente le volume, ou encore le montant notionnel, des opérations en cours. Il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Afin d'atténuer le risque de contrepartie, la Banque met en place avec ses contreparties des accords de résiliation-compensation qui permettent, en cas de défaillance, de compenser l'ensemble des montants dus et à payer. En général, ces contrats prévoient la réévaluation régulière du montant de sûretés requis et le versement des appels de marge correspondants comptabilisés sur la ligne « Autres actifs ».

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférant à ces instruments :

- Opérations de couverture  
Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés dans la rubrique dans laquelle sont enregistrés les résultats des éléments couverts.
- Opérations de transaction  
Les opérations de marché incluent d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou as semblé, d'autre part, des instruments qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture, éventuellement corrigée d'une décote prudentielle. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultats en résultat net sur opérations financières, dans les rubriques « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

### **Engagements en matière de retraites**

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite et médaille du travail sont provisionnés à la clôture de l'exercice. Ces engagements sont évalués sur la base des droits acquis pour l'ensemble du personnel en activité en fonction du taux de rotation du personnel, des salaires futurs actualisés et des charges sociales. Le calcul des engagements a été effectué par une société externe sur la base des données individuelles.

Compte tenu du processus d'info-consultation en cours au 31 décembre 2023 et des perspectives de mise en œuvre d'un PSE dès 2024, Orange Bank a revu ces engagements comme suit :

- pour les indemnités de départ en retraite : ajustement de la provision du fait d'une couverture par le PSE supérieure aux seuls engagements en matière de retraite (engagements de fait couverts par la provision pour PSE). D'un point de vue de pratique, sont couverts par la provision les collaborateurs exclus du PSE, à savoir les Temps Partiels Senior (TPS) ;
- pour les médailles du travail : ajustement de la provision à la charge anticipée pour les années 2024-2026, compte étant tenu des montants moyens effectivement payés les années précédentes.

Depuis 2018, un accord du Groupe Orange favorisant le temps partiel senior s'applique à Orange Bank, l'entreprise s'engageant, au-delà du temps de présence effectif, à maintenir un pourcentage de la rémunération des seniors ayant opté pour ce dispositif et à prendre en charge 100 % de leur cotisations retraites. Cet engagement – dont le calcul est effectué par une société externe - fait l'objet d'une provision.

### **Engagements de hors-bilan**

La Banque constate dans le hors-bilan les engagements irrévocables donnés ou reçus.

### **Évaluation de certains postes du compte de résultat**

#### **Commissions**

Les commissions sont comptabilisées en fonction de la réalisation des prestations auxquelles elles se rattachent, soit immédiatement en résultat, soit de façon étalée.

Pour les prestations ponctuelles, celles-ci sont directement comptabilisées en compte de résultat.

Les commissions sur courtage sont enregistrées en fonction de la date d'opération et non de la date de dénouement. Ce poste enregistre les commissions perçues et versées au titre de l'activité de courtage en assurance, soit un produit net de 915 milliers d'euros par an.

#### **Frais de personnel**

La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Les engagements en matière de compte épargne temps ont été enregistrés en charges à payer pour un montant de 2,3 millions d'euros charges sociales incluses.

#### **Impôts sur les bénéfices**

La Banque est membre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 d'un Groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Orange SA.

La rubrique « Impôts sur les bénéfices » présente un produit de 0,1 million d'euros en raison des crédits d'impôts enregistrés en Espagne.

#### **Dépenses environnementales**

La Banque, compte tenu de ses activités, n'a pas à constater de charges, passifs ou actifs environnementaux.

### **Honoraires des Commissaires aux comptes**

Les honoraires des Commissaires aux comptes, inscrits en résultat dans les comptes, se décomposent comme suit :

- Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2023
  - 340 milliers d'euros hors taxes pour le Cabinet KPMG
  - 427 milliers d'euros HT pour le Cabinet Deloitte & Associés (dont 87 au titre de la succursale espagnole).
- Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2022, payés en 2023

- Des travaux complémentaires sur les comptes statutaires et les comptes consolidés : 88 milliers d'euros pour le cabinet Deloitte et 88 milliers d'euros pour le cabinet KPMG.
- Une mission sur l'entrée d'Orange Bank dans le périmètre PCAOB : 154 milliers d'euros pour le cabinet Deloitte et 101 milliers d'euros pour le cabinet KPMG.
- Une mission complémentaire
  - Une intervention du cabinet Deloitte pour des mises en place en matière de protection des avoirs : 8 milliers d'euros pour le cabinet Deloitte.

### Rémunérations et effectifs

#### Rémunérations allouées aux membres du Comité exécutif

La rémunération allouée au titre de l'exercice à raison de leur fonction s'élève à 1 849 399 euros nets de toutes cotisations ou retenues. Le Comité exécutif est composé au 31 décembre 2023 de 11 membres.

#### Tableau des effectifs

Effectifs moyens (CDI, CDD & ALD) France & Espagne	2023	2022
Employés	376	413
Cadres	389	419
Total	765	832
Dont France		
Employés	323	350
Cadres	370	396
Total	693	746
Dont Espagne		
Employés	53	63
Cadres	19	23
Total	72	86

#### Exposition aux dettes des pays à risque

La Banque n'a pas d'engagement significatif sur des pays hors de la zone Euro.

#### Note n°2. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	2023					2022
	< 1 mois	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Comptes et prêts	98 284	-	98 284	231	98 515	123 876
> A vue	60 080	-	60 080	0	60 080	123 876
> A terme	38 203	-	38 203	231	38 434	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	1 890	1 890	3	1 893	2 891
Sous-total	98 284	1 890	100 174	234	100 408	126 767
Provisions	-	-	0	0	-	-
Valeurs nettes	98 284	1 890	100 174	234	100 408	126 767

#### Note n°3-1. – Crédit à la clientèle : Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	2023					
	< 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Entre 2 ans et 5 ans
Créances commerciales (Affacturage)	38 191	79 993	111 424	186 677	172 692	14 901
Crédits de trésorerie	12 773	18 172	19 316	32 916	50 852	83 418
Crédits à l'équipement	1 196	1 773	2 889	5 688	11 108	20 604
Crédits à l'habitat	5 337	10 684	16 021	33 580	64 928	179 818
Autres crédits	155	310	465	934	1 864	5 858
Total crédits à la clientèle	57 652	110 930	150 116	259 795	301 443	304 599

  

(En milliers d'euros)	2023					2022
	> 5 ans	Indéterminé	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales (Affacturage)	-	-	603 877	-	603 877	519 160
Crédits de trésorerie	14 928	-	232 374	927	233 301	310 568
Crédits à l'équipement	13 361	-	56 618	259	56 877	70 515
Crédits à l'habitat	569 804	-	880 173	975	881 148	953 268
Autres crédits	22 855	-	32 440	42	32 482	34 324
Total crédits à la clientèle	620 948	-	1 805 483	2 203	1 807 686	1 887 835

Note n°3-2. – Ventilation des créances sur la clientèle par nature

(En milliers d'euros)	2023					2022
	Créances brutes	Créances rattachées	Total brut	Dépréciations	Créances nettes	
Créances commerciales (Affacturage)	603 877	0	603 877		603 877	519 160
Crédits de trésorerie	232 374	927	233 301		233 301	310 568
Crédits à l'équipement	56 618	259	56 877		56 877	70 515
Crédits à l'habitat	880 173	975	881 148		881 148	953 268
Autres crédits	32 440	42	32 482		32 482	34 324
Total crédits à la clientèle	1 805 483	2 203	1 807 686		1 807 686	1 887 835
Découverts	6 135	335	6 470	-	6 470	23 881
Titres reçus en pension livrée	-	-	-		-	-
Créances douteuses (1)	127 732	0	127 732	-99 225	28 508	18 303
Douteux	90 238	-	90 238	-69 061	21 178	16 617
Douteux compromis	37 494	-	37 494	-30 164	7 330	1 686
Valeurs non imputées	45 758	-	45 758	-	45 757	38 320
Total créances	1 985 109	2 538	1 987 646	-99 225	1 888 422	1 968 339

(1) Les créances douteuses de la succursale espagnole sont intégralement intégrées dans la ligne « Douteux ».

Note n°4-1. – Titres de transaction, de placement et d'investissement

(En milliers d'euros)	Transaction	Placement	Investissement	2023	2022
Effets publics et valeurs assimilées					
Titres cotés	-	5 003	131 129	136 132	427 412
Titres non cotés	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	47	106	152	3 399
Dépréciations	-	-232	-	-232	-434
Valeurs nettes au bilan	-	4 818	131 235	136 052	430 377
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres cotés (1)	-	587 013	90 900	677 914	742 079
Titres non cotés	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	206	527	733	517
Dépréciations (2)	-	-44 579	-	-44 579	-15 249
Valeurs nettes au bilan	-	542 640	91 428	634 068	727 347

Actions et autres titres à revenu variable					-
OPCVM	-	-	-	-	5
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	-	-	-	-	5
Total valeurs nettes	-	547 457	222 663	770 120	1 157 729
Valeurs estimatives	-	546 009	205 526	751 535	1 077 464

(1) Le Fonds Commun de Titrisation Orange Bank Personal Loans 2020 est passé en amortissement partiel au mois de novembre 2023. En effet, la production de crédits Désirio ne permettant plus d'apporter le niveau attendu par le FCT, la liquidité s'est accumulée dans la structure atteignant le seuil de déclenchement de l'amortissement partiel (10 % de l'encours initial). Ainsi, 54,6 M€ de titres Class A Notes ont été amorties en novembre 2023 sur un encours initial de 456,7 M€.

(2) Valorisation des parts du FCT au 31 décembre 2023 :

- Les Class A notes (rémunérées à 0,30 %) représentent une valeur après amortissement de 402,1 M€ - elles sont valorisées au 31 décembre 2023 à 364,4 M€, soit une moins-value latente de 37,7 M€ (correspondant à 90,62 %) en raison de l'évolution des taux observée sur l'année 2023 ;
- Les Class B notes (rémunérées à 0,50 %) représentent une valeur d'origine de 32,7 M€ - elles sont valorisées au 31 décembre 2023 à 27,2 M€, soit une moins-value latente de 5,5 M€ (correspondant à 83,16 %) en raison de l'évolution des taux observée sur l'année 2023 et de la prise en considération dans les modalités de valorisation d'une liquidité théoriquement moindre que les Class A notes ;
- Les Class C notes (rémunérées à 1 %) représentent une valeur d'origine de 105,2 M€. Les Class C notes sont subordonnées aux tranches A et B (paragraphe 3.2.2 du prospectus). Ces parts C non cessibles sont considérées comme des parts dites « spécifiques » dans le référentiel comptable français. De ce fait, conformément à ce référentiel comptable, les modalités de valorisation de ces parts dans le cadre du test de dépréciation mis en œuvre s'appréhendent uniquement au regard du risque de défaillance des crédits titrisés. Au 31 décembre 2023, ce risque de défaillance apparaît inférieur au risque initialement anticipé au moment de l'origination de cette titrisation. De ce fait, à fin 2023, aucune dépréciation n'a été constatée sur ces parts C ;
- Enfin, pour information, les « Residual units » représentent 300 €. Elles ne sont pas rémunérées.

Le portefeuille d'investissement poursuit son amortissement selon les échéances des titres qui le composent.

#### Note n°4-2. – Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)	2023				
	< 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1 an et 2 ans
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	1 001	2 829	-
Obligations et titres à revenu fixe	18 554	34 867	54 717	99 209	217 753
Total	18 554	34 867	55 718	102 038	217 753
Dépréciations effets publics	-	-	-	-	-
Dépréciations effets privés	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	18 554	34 867	55 718	102 038	217 753

(En milliers d'euros)	2023					2022
	Entre 2 ans et 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées	4 896	127 406	136 132	152	136 285	430 811
Obligations et titres à revenu fixe	205 565	47 247	677 914	733	678 647	742 597
Total	210 462	174 653	814 046	886	814 931	1 173 408
Dépréciations effets publics	-	-	-232	-	-232	-434
Dépréciations effets privés	-	-	-44 579	-	-44 579	-15 250
Valeurs nettes au bilan	210 462	174 653	769 234	886	770 120	1 157 724

Note n°5. – Valeur estimative des titres de participation, parts dans les entreprises liées, autres immobilisations financières

(En milliers d'euros)	2023		2022	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Valeurs nettes des titres de participation	-	-	-	-
Valeur brute	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Valeurs nettes dans les entreprises liées	20 000	20 000	44 555	76 000

Valeur brute	44 555	20 000	44 555	76 000
Provisions	-24 555	-	-	-
Valeurs nettes titres à long terme	3 320	3 320	2 859	2 859
Valeur brute	3 320	3 320	2 859	2 859
Provisions	0	-	-	-
Total - valeur estimative des titres de participation, parts dans les entreprises liées, autres immobilisations financières	23 320	23 320	47 414	78 859

La valeur estimative de la participation dans Anytime s'élève au 31 décembre 2023 à 20 millions d'euros selon un modèle reposant sur l'actualisation des dividendes complété d'avis d'experts. En conséquence, une provision pour dépréciation de 25 millions d'euros a été constatée.

Note n°6. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	2023			2022		
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Immobilisations corporelles	24 576	-18 684	5 893	26 722	-18 359	8 363
Immobilisations incorporelles	227 086	-203 315	23 771	238 281	-172 524	65 757
Valeurs au bilan	251 663	-221 999	29 664	265 003	-190 883	74 120

Note n°7. – Variation de l'actif immobilisé

(En milliers d'euros)	2022	2023			
		Augmentation (acquisitions & dotations)	Diminution (cessions & reprises)	Autres mouvements (2)	Total
Titres de participations et parts dans les entreprises liées	44 555	-24 555	-	-	20 000
Valeur brute	44 555	-	-	-	44 555
Provisions	-	-24 555	-	-	-24 555
Titres de l'activité de portefeuille	-	-	-	-	-
Avances	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan des titres et avances	44 555	-24 555	-	-	20 000
Immobilisations incorporelles	238 281	28 056	-	3 611	269 948
Amortissements des immobilisations incorporelles	-172 524	-30 791	-	-	-203 315
Dépréciations des immobilisations incorporelles (1)	-	-42 862	-	-	-42 862
Immobilisations corporelles	26 722	1 466	-	-3 611	24 576
Amortissements des immobilisations corporelles	-18 359	-324	-	-	-18 684
Valeurs nettes des immobilisations	74 120	-44 456	-	-	29 664
Total en valeurs nettes au bilan	118 675	-69 011	-	-	49 664

(1) Au 31 décembre 2023, une perte de valeur de 41,7 M€ a été constatée sur le projet OneBank ainsi que la dépréciation du fonds de commerce de l'activité courtage d'assurances mobile ;

(2) Correction d'immobilisations incorrectement comptabilisées en 2021.

Note n°8. – Autres actifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	2023	2022	Variation
Autres actifs	63 877	169 590	-105 713
Débiteurs divers (1)	16 825	120 813	-103 988
Comptes de règlements	-	-	-
Siège et succursales - Réseau	-	1 277	-1 277
Dépôts de garanties versés (2)	47 052	47 500	-448
Comptes de régularisation	68 502	55 261	13 241
Comptes d'encaissements et de transferts	343	154	189
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	11 969	35	11 934



Produits à recevoir	36 426	36 481	-56
Charges constatées d'avance	19 764	18 591	1 173
Autres comptes de régularisation	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	132 380	224 851	-92 472

(1) L'apurement des créances et dettes liées aux opérations de courtage a conduit à réduire ces soldes en 2023 ;

(2) En 2023, le dépôt de garanti versé fonds commun de titrisation a été réduit à 13 M€ (contre 57 M€ au 31 décembre 2022), à la suite de la restructuration du FCT modifiant la période de rechargement et la rallongeant jusqu'à avril 2026. Sur ces bases et considérant la bonne qualité des crédits titrisés, les agences de notation ont estimé que le dépôt pouvait être réduit ;

#### Note n°9. – Dépréciations de l'actif

(En milliers d'euros)	2022 Total	2023			
		Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Total
Sur créances clientèle	93 653	54 313	-48 741	-	99 225
Sur titres de placement	15 684	29 329	-202	-	44 811
Sur les parts dans les entreprises liées (1)	44 555	-	-24 555	-	20 000
Total - dépréciations de l'actif	153 891	83 642	-73 498	-	164 036

(1) Dépréciation des titres de la filiale Anytime

#### Note n°10. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	2023					
	< 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Entre 2 ans et 5 ans
Comptes et emprunts	-	-	60 120	-	-	-
A vue	-	-	-	-	-	-
A terme	-	-	60 120	-	-	-
Titres donnés en pensions livrées	-	107 350	-	-	-	-
Valeurs au bilan	-	107 350	60 120	-	-	-

(En milliers d'euros)	2023				2022
	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	
Comptes et emprunts	1 890	62 010	1 600	63 610	688 199
A vue	-	-	-	-	34 606
A terme	1 890	62 010	1 600	63 610	653 592
Titres donnés en pensions livrées	-	107 350	829	108 179	136 472
Valeurs au bilan	1 890	169 360	2 429	171 789	824 670

En juin 2023, la Banque a effectué des remboursements d'opérations TLTRO III pour 601 millions d'euros. La Banque prévoit de procéder à un dernier remboursement pour environ 60 M€ en 2024.

#### Note n°11. – Comptes créditeurs de la clientèle

(En milliers d'euros)	2023					
	< 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Entre 2 ans et 5 ans
Comptes ordinaires créditeurs	526 950	-	-	-	-	-
Comptes et emprunts à terme (1)	110 083	135 126	205 292	661 979	121 095	-
Comptes d'épargne à régime spécial	799 459	70	229	358	139	23
Autres dettes envers la clientèle	14 556	-	-	-	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	1 451 049	135 196	205 521	662 337	121 233	23

(2) La croissance observée en 2023 sur cette ligne correspond à la collecte de dépôts à terme effectuée via la plateforme Raisin.

(En milliers d'euros)	2023				2022
	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	-	526 950	-44	526 906	674 779
Comptes et emprunts à terme (1)	-	1 233 575	17 330	1 250 905	80 245
Comptes d'épargne à régime spécial	-	800 278	338	800 616	966 287
Autres dettes envers la clientèle	-	14 556	-	14 556	4 506
Comptes créditeurs de la clientèle	-	2 575 359	17 624	2 592 983	1 725 818

(2) La croissance observée en 2023 sur cette ligne correspond à la collecte de dépôts à terme effectuée via la plateforme Raisin.

## Note n°12. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	2023					
	< 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Entre 2 ans et 5 ans
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créance négociable	-	53 000	94 500	50 000	10 000	10 000
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	53 000	94 500	50 000	10 000	10 000

(En milliers d'euros)	2023				2022
	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Bons de caisse	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-
Titres de créance négociable	-	217 500	1 635	219 135	324 886
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	217 500	1 635	219 135	324 886

Le programme d'émission poursuit son amortissement contractuel et ne fait pas l'objet de nouvelles émissions.

## Note n°13. – Autres passifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	2023	2022
Autres passifs	115 346	178 299
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	-	-
Dépôts de garanties reçus (1)	72 672	81 595
Créditeurs divers (3)	42 675	96 703
Comptes de régularisation	55 573	90 297
Comptes d'ajustements et d'écarts	-	408
Produits constatés d'avance (2)	3 217	8 661
Charges à payer (3)	50 730	79 761
Autres comptes de régularisation	1 626	1 467
Valeurs nettes au bilan	170 920	268 596

(1) Dont appels de marges reçus : 72 M€ en 2023 versus 81,6 M€ en 2022 ;

(2) Dont soultes sur swaps reçues : 726k € en 2023 versus 4,2 M€ en 2022 ;

(3) L'apurement des créances et dettes liées aux opérations de courtage explique la baisse de ce poste.

## Note n°14. – Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros)	2022	2023			
		Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements (4)	Total
Risque d'exécution des engagements et risque de crédit (1)	13 772	6 305			20 076
Retraites et assimilées (2)	5 336	744	-2 391	-	3 689
Autres risques et charges	6 627	5 919	-10 404	-	2 142
Dont Médaille du travail (2)	2 162	-	-1 776	-	386
Provision pour restructuration (3)	-	122 000	-	-	122 000
Valeurs au bilan	25 735	134 968	-12 795	-	147 907

(1) Dont environ 20 M€ au titre du risque de crédit (note n°9) ;

(2) Reprises de provision pour 1,9 M€ sur les indemnités de retraite et 1,6 M€ sur les médailles du travail en conséquence du processus d'info-consultation en cours au 31 décembre 2023 ;

(3) Provisionnement du plan de sauvegarde de l'emploi en l'état des négociations (version unilatérale) au 31 décembre 2023.

Note n°15. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	2023					2022
	< 1 mois	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées terme	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	27 443	27 443	190	27 633	27 633
Valeurs au bilan	-	27 443	27 443	190	27 633	27 633

Note n°16. – Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros)	2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation du capital	Autres mouvements	Distribution versée	Résultat au 31/12/2023	2023
Capital libéré	800 776	-	198 000	-	-	-	998 776
Primes d'émission	104 808	-	-	-	-	-	104 808
Réserve Légale	12 083	-	-	-	-	-	12 083
Report à nouveau	-280 463	-147 937	-	-	-	-	-428 400
Sous-total	637 204	-147 937	198 000	-	-	-	687 267
Résultat	-147 937	147 937	-	-	-	-360 763	-360 763
Distribution des dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Total - Evolution des capitaux propres	489 267	-	198 000	-	-	-360 763	326 504

En 2023, Orange Bank a fait l'objet de deux recapitalisations : le 20 juin 2023 pour un montant de 98 M€ et le 22 décembre 2023 pour un montant de 100 M€.

Les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, Orange Bank prend acte de la situation au 31 décembre 2023. Cette situation fera l'objet d'échanges avec ses actionnaires dans un calendrier compatible avec les obligations légales de recapitalisation.

Note n°17. – Opérations de change et emprunts en devises  
Néant.

Note n°18. – Opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	2023				2022
	Opérations de spéculation	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Total
Swaps de taux d'intérêts - Marché de gré à gré	26 000	1 353 738	-	1 379 738	1 806 884
Euros	26 000	1 353 738	-	1 379 738	1 806 884
Devises	-	-	-	-	-
Futures de taux - Marché organisé	-	-	-	-	1 000
Achat de contrats BUND, BOBL, SCHATZ, Euribor	-	-	-	-	-
Vente de contrats BUND, BOBL, SCHATZ, Euribor	-	-	-	-	1 000
Total - opérations sur instruments financiers à terme	26 000	1 353 738	-	1 379 738	1 807 884

Note n°18 bis. – Durée restant à courir : instruments financiers à terme de couverture

(En milliers d'euros)	2023							2022
	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Entre 2 ans et 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Total en principal
Swaps de taux d'intérêts - Marché de gré à gré	23 000	144 000	101 100	111 700	13 800	960 138	1 353 738	1 780 884

Note n°19. – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros)	2023	2022
Opérations avec les établissements de crédit (1)	18 126	4 748
Opérations avec la clientèle (2)	124 986	70 682
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe (3)	32 969	15 096
Autres intérêts et produits assimilés	22	14
Total - intérêts et produits assimilés	176 103	90 540

(1) Dont 15 M€ de revenus sur les placements de la trésorerie auprès de la Banque Centrale  
(2) Dont 31 M€ de revenus sur les opérations de macro-couverture sur les crédits à la clientèle  
(3) Dont 22 M€ de revenus sur les titres de placement

Note n°20. – Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)	2023	2022
Opérations avec les établissements de crédit	-20 250	-1 164
Opérations avec la clientèle (1)	-36 712	-6 104
Obligations et autres titres à revenu fixe (2)	-9 601	-2 401
Charges sur dettes subordonnées	-779	-779
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Total - intérêts et charges assimilées	-67 343	-10 449

(1) Augmentation de la charge liée à la hausse de la rémunération des dépôts en 2023  
(2) Principalement liés à la hausse des intérêts versés sur les titres de créances négociables émis par la Banque

Note n°21. – Revenu des titres à revenu variable

Néant

Note n°22. – Produits nets des commissions

(En milliers d'euros)	2023			2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-291	-291	-	-129	-129

Sur opérations avec la clientèle	1 143	-3 082	-1 939	3 485	-16 591	-13 106
Sur opérations sur titres	-	-31	-31	-	120	120
Sur opérations de change	58	-	58	38	-	38
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	15	-876	-861	16	-	16
Sur prestations de services (cf. note n° 23)	93 946	-63 097	30 849	79 438	-46 845	32 593
Total - produits nets des commissions	95 163	-67 377	27 786	82 977	-63 445	19 532

## Note n°23. – Prestations de services bancaires et financiers

(En milliers d'euros)	2023	2022
Produits nets de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	2 189	2 345
Produits nets sur moyens de paiement (1)	20 591	23 183
Autres produits (charges) nets de services financiers	8 070	7 065
Total - prestations de services bancaires et financiers	30 849	32 593

(1) Revenus corrélés aux cotisations de cartes premium / pack premium.

## Note n°24. – Résultat sur opérations du portefeuille de négociation

(En milliers d'euros)	2023	2022
Opérations sur titres de transaction	-	-
Opérations de change	19	40
Gains et (Pertes) sur opérations réalisées sur les instruments financiers	-	1 519
Total - résultat sur opérations du portefeuille de négociation	19	1 558

## Note n°25. – Résultat sur opérations du portefeuille de placement

(En milliers d'euros)	2023	2022
Dotations aux provisions	-29 128	-15 454
Reprises de provisions	-	-
Dotations ou reprises nettes aux provisions	-29 128	-15 454
Titres de placement		
Plus-values de cessions réalisées	-	-
Moins-values de cessions réalisées	-	-
Solde des plus et moins-values de cessions	-	-
Titres de l'activité de portefeuille		
Plus-values de cessions réalisées	-	-
Moins-values de cessions réalisées	-	-
Solde des plus et moins-values de cessions	-	-
Total - résultat sur opérations du portefeuille de placement	-29 128	-15 454

## Note n°26. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	Produits	Charges	2023	2022
Autres résultats d'exploitation bancaire	3 015	-9 563	-6 548	-3 438
Produits rétrocédés	-	-	-	-
Plus et moins values nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-
Autres produits non bancaire	-	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	3 015	-9 563	-6 548	-3 438

## Note n°27. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	2023	2022
Frais de personnel	-67 081	-61 392
Salaires et traitements	-41 699	-42 596
Charges sociales	-20 508	-20 401
Intéressement	-1 765	-2 250
Impôts et taxes sur rémunérations	-4 998	-4 684
Autres charges de personnel (1)	1 890	8 539
Autres frais administratifs	-111 286	-93 863
Impôts et taxes	-6 479	-1 076
Services extérieurs	-111 114	-108 090
Autres charges diverses d'exploitation	4 469	10 655
Dotations des provisions pour risques et charges	-6 489	-4 294
Reprise des provisions pour risques et charges	12 795	19 597
Total - charges générales d'exploitation	-178 367	-155 254

(1) Principalement liées à la neutralisation des ressources internes participant aux projets immobilisés.

## Note n°28. – Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros)	2023	2022
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (1)	-73 945	-39 511
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-7	-1 683
Total - dotations nettes aux amortissements sur immobilisations	-73 952	-41 194

(1) Dont 41,7 M€ au titre de la perte de valeur sur le projet OneBank.

## Note n°29. – Coût du risque

(En milliers d'euros)	2023	2022
Provisions sur créances douteuses	-60 778	-40 740
Autres provisions	-473	-1 680
Dotations aux provisions (1)	-61 251	-42 420
Provisions sur créances douteuses	48 741	12 121
Autres provisions	218	8 140
Reprises de provisions (2)	48 958	20 261
Variation nette des provisions (1) + (2)	-12 293	-22 159
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	-1 894	-1 285
Pertes sur créances irrécouvrables provisionnées	-47 195	-11 624
Récupérations sur créances totalement amorties	876	826
Total - coût du risque	-60 506	-34 242

## Note n°30. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	2023	2022
Immobilisations financières (1)	-	-
Immobilisations incorporelles	-24 555	-
Immobilisations corporelles	-	-
Total - gains et pertes sur actifs immobilisés	-24 555	-

(1) Dépréciation des titres de la filiale Anytime

## Note n°31. – Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros)	2023	2022
Dettes fiscales	-	-
Frais de restructuration	-124 388	-292
Total - résultat exceptionnel	-124 388	-292

## Note n°32. – Impôt sur les sociétés

(En milliers d'euros)	2023	2022
Total - impôt sur les sociétés (*)	116	757

(\*) Si positif : crédit d'impôt

## Note n°33. – Information géographique - Bilan

(En milliers d'euros)	Orange Bank	Dont Espagne	%
Total du bilan	3 656 870	727 862	19,9 %
Actif			
Dont Créances sur les établissements de crédit	100 408	47 711	47,5 %
Dont Opérations avec la clientèle	1 888 422	674 280	35,7 %
Dont Immobilisations incorporelles	23 771	2 874	12,1 %
Passif			
Dont Opérations avec la clientèle	2 592 983	1 467 093	56,6 %

## Note n°34. – Information géographique – Compte de résultat

(En milliers d'euros)	2023	Dont Espagne
Intérêts et produits assimilés	176 103	69 808
Intérêts et charges assimilées	-67 343	-24 789
Revenus des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	95 163	207
Commissions (charges)	-67 377	-6 073
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	19	13
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-29 128	-
Autres produits d'exploitation bancaire	3 015	1
Autres charges d'exploitation bancaire	-9 563	-9
Produit net bancaire	100 889	39 157
Charges générales d'exploitation	-178 367	-25 818
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-73 952	-4 367
Résultat brut d'exploitation	-151 430	8 972
Coût du risque	-60 506	-39 012
Résultat d'exploitation	-211 936	-30 040
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-24 555	-
Résultat courant avant impôt	-236 492	-30 040
Résultat exceptionnel	-124 388	-209
Impôt sur les bénéfices	116	-
Résultat net	-360 763	-30 249

## Filiales et participations au 31 décembre 2023

Société ou groupe de sociétés (En milliers d'euros.)	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part de capital détenu (En %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Banque et non encore remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la Banque	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la banque au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
Filiales étrangères Anytime SA	3 481	1 714	100 %	44 555	20 000	-	-	8 511	(3 161)	-

Remarque : l'information n'étant pas disponible lors de l'établissement de la présente annexe, les montants des chiffre d'affaires et résultat présentés ci-dessus concernent l'exercice clos le 31 décembre 2022.

#### IV. – Affectation du résultat

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels décide d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de 360 763 024,02 € au compte report à nouveau.

Conformément à la loi, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des trois derniers exercices clos.

#### V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

##### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons établi en date du 15 mai 2024 un rapport dit « de carence » dans lequel nous vous signalions que nos rapports n'avaient pas pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit par l'article R. 225-89 du Code de commerce, certaines informations et éléments nécessaires à leur établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Orange Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

##### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

##### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-80 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Provisionnement du risque de crédit***

#### **Risque identifié**

Votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités clientèle. Les dépréciations et provisions figurant au bilan au 31 décembre 2023 au titre du risque de crédit attaché aux opérations clientèle représentent des montants de respectivement 99 et 20 millions d'euros. Le coût du risque représente une charge nette de 60,5 millions d'euros.

Votre société détermine les provisions sur une base statistique pour les crédits à la consommation et les comptes à vue et sur une base individuelle pour les crédits immobiliers et les crédits d'équipement accordés aux professionnels et aux entreprises. Les modalités de provisionnement que la société applique sont décrites au paragraphe « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature » de la note 1 de l'annexe aux comptes annuels. Les données chiffrées sont présentées dans les tableaux des notes 3.2, 9, 14 et 29 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré que le provisionnement du risque de crédit constitue un point clé de l'audit dans la mesure où sa détermination repose sur des modèles mettant en jeu des hypothèses prises par la direction ou sur des appréciations individuelles faisant appel au jugement.

#### **Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque**

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation de ces dépréciations et provisions ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place portant sur :

- l'identification des indicateurs de dépréciation ;
- les modalités d'identification et de suivi des dossiers inscrits en « watchlist » ;
- les modalités d'identification et de déclassement des encours douteux ;
- la gouvernance des estimations reposant sur des données statistiques, y compris le réexamen périodique des modèles d'estimation par la direction, afin de déterminer si ces modèles sont toujours adaptés à une couverture appropriée du risque de crédit ;
- la gouvernance du processus d'estimation des dépréciations déterminées sur une base individuelle ou sur une base sectorielle ;
- la correcte tenue des supports et comptes rendus des « Loan Loss Provisioning Committees »

Nous avons testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la société dans le cadre de ces procédures.

Lorsque la recouvrabilité des créances est appréciée sur des bases statistiques, nous avons examiné et testé :

- les données utilisées dans les modèles de provisionnement ;
- les éventuels ajustements appliqués aux données calculées par ces modèles ;
- le processus de comptabilisation des données issues des modèles dans les comptes.

Lorsque la recouvrabilité a été déterminée sur une base individuelle, nous avons réalisé, pour un échantillon de dossiers, des analyses contradictoires des montants de provisions estimés.

Nous avons examiné le caractère approprié de l'information donnée en annexe.

### ***Estimation des risques liés aux litiges significatifs***

#### **Risque identifié**

Votre société est engagée dans un litige significatif au 31 décembre 2023, comme indiqué dans le paragraphe « Litiges » de la note 1 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous considérons que l'estimation du risque attaché à ce litige constitue un point clé de l'audit en raison :

- du caractère significatif des demandes des plaignants, qui représentent un montant global d'environ 310 millions d'euros ;
- de l'importance des appréciations de la direction dans la décision de constituer une provision pour risque juridique ou de présenter un passif éventuel au titre de cette procédure.

Au 31 décembre 2023, aucune provision n'a été reconnue dans les comptes de votre société au titre de ce litige, la direction considérant les demandes des plaignants comme non fondées.

#### **Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque**

Les travaux mis en œuvre sont les suivants :

- prise de connaissance des évolutions de ce litige au cours de l'exercice, par entretien avec la direction juridique de votre société et examen des pièces nouvelles relatives à la procédure en cours considérées comme pertinentes ;
- échange avec les avocats représentant votre société dans le litige en cours ;
- obtention et examen d'une note émise par les avocats et reflétant leur appréciation des risques encourus par votre société dans le cadre de cette procédure au 31 décembre 2023 ;
- analyse de la cohérence de la position retenue par votre société en matière de provisionnement de ce litige avec l'évaluation des risques formulée par les avocats et les éléments relatifs à la procédure.

Nous avons examiné le caractère approprié de l'information donnée en annexe.

### **Conséquences comptables du projet de retrait du groupe Orange des activités de banque de détail en France et en Espagne**

#### **Risque identifié**

Comme détaillé dans le paragraphe « Projet de cessation d'activité de la société » de la partie « Faits marquants de l'exercice 2023 » de l'annexe aux comptes annuels, le 28 juin 2023, Orange SA a annoncé son intention de se retirer du marché de la banque de détail en France et en Espagne.

Dans ce contexte, comme indiqué dans le paragraphe « Lancement du plan de sauvegarde de l'emploi » de l'annexe aux comptes annuels, Orange Bank a initié en septembre 2023 une procédure d'information-consultation des instances représentatives du personnel dans le cadre de laquelle a été négocié un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (« PSE ») qui a abouti à la signature d'un accord collectif en date du 17 janvier 2024. Ce plan a fait l'objet d'une provision à hauteur de 122 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, Orange Bank a procédé à la revue des avantages économiques futurs susceptibles d'être générés par les éléments d'actif à son bilan et dans ce cadre a déprécié les actifs incorporels liés au projet OneBank à hauteur de 42 millions d'euros sur l'exercice 2023 comme indiqué dans le paragraphe « Constatation d'une perte de valeur sur le projet OneBank » de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré que ces conséquences comptables constituaient un point clé de l'audit en raison de leur caractère significatif au regard du résultat d'Orange Bank, et, pour l'estimation de la provision constituée au titre du PSE, en raison de l'importance du jugement exercé par la direction et de l'incertitude inhérente relative à la réalisation des hypothèses retenues.

#### **Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque**

Les travaux mis en œuvre sont les suivants :

- Nous avons apprécié l'existence d'un fait générateur conduisant à la constitution de cette provision et de cette dépréciation
- Nous avons revu les modalités de calcul et les hypothèses retenues pour la détermination de la provision pour restructuration notamment au travers d'entretiens avec la direction d'Orange Bank et le cabinet de conseil externe qui a assisté votre société lors du processus de consultation des instances de personnel, de travaux de cadrage et de revue de cohérence des données de base utilisées dans l'estimation de la provision, notamment pour ce qui concerne l'effectif considéré et les données de salaire prises en compte. Nous nous sommes assurés que les principaux termes du PSE, selon les modalités les plus probables en date de clôture, étaient correctement retranscrits dans le calcul de la provision et nous avons revu les calculs effectués ainsi que leur documentation.
- Sur le projet OneBank, nous avons apprécié la documentation relative à l'absence de perspectives d'utilisations ou de cessions identifiées par la direction en date de clôture ayant conduit à la décision d'Orange Bank de déprécier ce projet dans son intégralité.
- Tant pour la provision pour restructuration que pour la dépréciation du projet OneBank, nous avons réconcilié les montants estimés par la direction avec ceux qui ont été comptabilisés et avons apprécié le caractère adéquat de l'information financière qui en est donnée dans les notes annexes.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-après.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Orange Bank par vos assemblées générales du 4 octobre 2016 pour le cabinet KPMG et du 18 mai 2021 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG S.A. était dans la 8<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 3<sup>ème</sup> année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise  
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 29 mai 2024  
Les commissaires aux comptes

KPMG SA  
Guillaume MABILLE

Deloitte & Associés  
Charlotte VANDEPUTTE

### **VI. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.